

## **LA LUTTE CONTRE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES AU MAROC**

### **FIGHTING THE VIOLENCE AGAINST WOMEN IN MOROCCO**

**Pr. leïla BEN SEDRINE**

Professeure de l'Enseignement Supérieur

Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales, Souissi.

Université Mohamed V, Rabat.

Email : l.bensedrine@um5r.ac.ma

#### **Résumé**

La violence à l'égard des femmes avec toutes ces formes est la violation des droits de l'homme la plus honteuse. Une violation qui ne cesse de s'accroître au fil des années malgré l'existence de conventions et textes internationaux et nationaux. Le Maroc est parmi l'un des pays au monde qui souffre de cette discrimination à l'égard de la gente féminine.

Pour faire face à ce phénomène, des textes nationaux interviennent pour établir un cadre juridique qui respecte le principe de l'égalité entre hommes et femmes tels : (Constitution de 2011, Code de la famille : Moudawana de 2004, loi n° 27-14 sur la traite des personnes promulgué en 2016...etc).

Aujourd'hui, et plus particulièrement en 2018, nous assistons à la promulgation de la loi n° 103-13 relative à la violence faite aux femmes. Une loi qui constitue une véritable nouveauté législative dans notre pays dans la mesure où elle va diminuer voire freiner un certain de mal traitante que connaît la femme. C'est ce qui nous amène à nous demander est ce que cette nouvelle loi permettra-t-elle réellement de supprimer cette ségrégation entre homme et femme et finira-t-elle par lutter contre toutes sortes de violation à l'égard de la femme ?

**Mots-clés :** Loi - Violence - femme – lutte - discrimination

## Abstract

Violence against women in all its forms is the most shameful violation of human rights. A violation that continues to increase over the years despite the existence of international and national laws. Morocco is one of the countries in the world that suffers from this discrimination against women.

Today, and more particularly in 2018, we are seeing the promulgation of Law No. 103-13 on violence against women.

A law which constitutes a real legislative novelty in our country. This is what leads us to ask ourselves, is this new law really allow us to eliminate this segregation between men and women and will (ends up) end up fighting against all kinds of violations against women?

**Keys words:** Law- violence - women -fighting - discrimination

## INTRODUCTION

La violence à l'égard des femmes est un phénomène qui s'est enraciné depuis des siècles. C'est une forme de violation les plus systématiques et les plus répandues des droits de l'homme. Une violence qui mine-de-rien touche toutes les régions du monde, sans distinction entre le statut socio-économique des femmes, leur âge, leur niveau d'éducation. (Leila BEN SEDRINE, 2019) Violence qui creuse l'inégalité entre les sexes et crée une forte ségrégation à l'égard des femmes et des filles dans le monde.

Les Nations Unies définissent la violence à l'égard des femmes comme étant « *tous actes ... dirigés contre le sexe féminin, et causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou la vie privée* ». <sup>1</sup>

L'Organisation Mondiale de la Santé définit la violence comme étant : « *La menace ou l'utilisation intentionnelle de la force physique ou du pouvoir contre soi-même, contre autrui*

---

<sup>1</sup> - Déclaration sur l'élimination de la violence contre les femmes. Résolution 48/104 de l'Assemblée générale de l'ONU - 23 février 1994.

*ou contre un groupe ou une communauté qui entraîne ou risque fortement d'entraîner un traumatisme, un décès, des dommages psychologiques, un mal développement ou des privations* ». (Etienne KRUG, et al., 2002)

Une multitude de causes est à l'origine de cette violence et de cette discrimination à savoir la domination, la pauvreté, (Jeanne BISILLIAT, 2003) la culture, les conflits armés...etc.

Des textes internationaux et nationaux interviennent pour établir *un cadre juridique* qui protège les femmes contre toutes sortes de discrimination et de violation aux droits des femmes.

On commence par les textes Internationaux et on cite :

1-La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (21 décembre 1965) ;

2-La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW : Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women du 18 décembre 1979) dont le Maroc a ratifié en émettant des réserves sur un certain nombre d'articles jugés attentatoires aux législations marocaines en vigueur, dont la Constitution et la chariâ (loi islamique) ;

3-La Déclaration sur l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes (20 décembre 1993) ;

4-La Convention BELEM DO PARA (9 juin 1994) ;

5-La Résolution 54/134 de l'Assemblée générale des Nations Unies (17 décembre 1999) ;

6-Le protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (22 décembre 2000) ;

7-La Recommandation du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe aux États membres sur la protection des femmes contre la violence (30 avril 2002) ;

8-La Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (7 avril 2011).

A leur tour, des textes nationaux interviennent pour établir un cadre juridique qui protège les femmes contre toutes sortes de discrimination à savoir :

1-La Constitution de 2011 consacre :

Non seulement le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes et celui de la parité en ce sens qu'il précise dans son article 19 que « *l'homme et la femme jouissent à égalité des droits et libertés à caractère civil, politique, économique, social, culturel et environnemental...* », mais également interdit la discrimination fondée sur le genre en garantissant l'intégrité physique et morale de l'individu en précisant en ces termes à travers l'article 22 : « *... Nul ne doit infliger à autrui, sous quelque prétexte que ce soit, des traitements cruels, inhumains, dégradants ou portant atteinte à la dignité. La pratique de la torture, sous toutes ses formes et par quiconque, est un crime puni par la loi* ».

Une Constitution qui dans ces propos protège les droits humains et combat toutes sortes de traitement indécent.

2- Le Code de la famille (Moudawana) promulgué en 2004 qui a apporté de réelles innovations en ce qui concerne la suppression des discriminations à l'égard des femmes. (Raja NAJI EL MEKKAOU, 2010)

Malgré ces progrès, les associations de défense des droits des femmes au Maroc précisent que le Maroc n'a pas encore aboli toutes les lois et pratiques discriminatoires, que ce soit en matière de polygamie, mariage des mineurs et héritage. Ainsi, une polémique ou confrontation oppose deux courants : le courant moderniste et le courant conservateur (Farid EL MAZIDI AHMED, 2005) où chacun d'eux avec force défend ses idéologies. A part le Code de la famille, nous citons :

3- L'abrogation en 2014 de l'alinéa 2 de l'article 475 du Code pénal relatif au mariage du violeur avec sa victime ;

4- L'adoption en 2016 de la loi n° 27-14 sur la traite des personnes ;

5- Mise en vigueur de la loi n° 103-13 promulguée par le Dahir n°1-18-19 de 22 février 2018 sur la violence faite aux femmes. Loi qui constitue en fait une véritable nouveauté législative dans le Maroc.

Dans le cadre de mon article, je mettrai l'accent sur ce nouveau dispositif légal qui a été spécialement dédié à la protection des femmes et des filles contre toutes formes de violences « verbales, physiques, psychologiques, sexuelles » (Zahra EL KHAMLI, 2013) qui peuvent

être pratiquées dans différents contextes, que ce soit à la maison, dans la rue, au travail ou ailleurs...

Le texte en question constitue une réponse législative aux réclamations de la société civile et aux besoins de la vie quotidienne de la femme marocaine.

Ainsi, la question à poser est de savoir à qu'elle point la loi n° 103-13 a protégé la femme contre toutes formes de violence et qu'elles sont en fait les nouveautés apportées par ce texte par rapport au dispositif pénal du droit commun ?

Pour répondre à cette problématique, il y a lieu d'examiner dans un premier temps l'étendue de l'application de la loi n°103-13 et d'en comprendre dans un second temps les spécificités procédurales et les difficultés de preuve soulignées par cette loi.

### **I.L 'ETENDUE DE L'APPLICATION DE LA LOI N° 103-13**

La loi n° 103-13 relative à la lutte contre les violences faites aux femmes, définit dans son article premier la violence comme étant « *Tout acte matériel ou moral ou abstention fondés sur la discrimination en raison du sexe entraînant pour la femme un préjudice corporel, psychologique, sexuel ou économique* ».

De là, ladite loi protège pénalement non seulement le coté corporel et psychologique de la femme mais aussi ses droit sociaux ou économiques. Cet article reste quand même limité dans sa présentation des différentes formes de la violence, c'est comme si la femme allait être uniquement confronté aux violences corporels, psychologiques, sexuels ou économiques alors que les autres types de violences tels : la violence sociale, la violence juridique, la violence politique (qui opèrent la distinction entre les sexes), la violence médiatique qui présente une image descente de la femme, sont inexistantes dans la société.

Par ailleurs, plusieurs avancées sont à constater au niveau de cette loi. A commercer de ***l'aggravation des peines*** de certaines infractions déjà existantes, à **la modification** de certaines dispositions déjà prévues par le Code pénal, à **la consécration des infractions nouvelles**.

- Dans le cadre de **l'aggravation** des peines de certaines infractions préexistantes, la loi n°103-13 aggrave la peine de ***l'enlèvement***, déjà prévue par l'article 436 du Code pénal. Il s'agit en fait d'un enlèvement ou d'une séquestration commise par un époux, un conjoint divorcé, un fiancé, un ascendant, un descendant, un frère, un kafil, un tuteur ou une personne ayant autorité

sur la victime ou ayant sa charge ou lorsque la victime a été soumise à toute autre violence de quelque nature que ce soit. La peine privative de liberté est portée à la réclusion de dix à vingt ans, dans le cas prévu au premier alinéa de l'article 436 du présent Code pénal et de la réclusion de vingt à trente ans, dans le cas prévu au deuxième alinéa du même article.

De même, les peines prévues aux articles 425, 426, 427 et 429 du Code pénal relatifs aux menaces sont portées aux doubles lorsque les auteurs de l'infraction

On constate à travers ces articles là que les peines sont bien aggravées et qu'il y a un élargissement des personnes impliquées (auteurs des infractions) ce qui est une bonne chose, par contre, on décèle que la plupart des infractions nouvellement définies sont en rapport avec la protection des femmes mariées, divorcées ou fiancées et qu'il y a une abstention totale sur une catégorie de femmes qui n'ont pas été citées notamment les femmes et les filles migrantes, celles ayant des enfants hors mariage, ou encore celles souffrant d'un handicap.<sup>2</sup>

Par ailleurs, quelques dispositions déjà existantes du Code pénal de 1962 ont connu des **modifications**. Ainsi, la loi n°103-13 prévoit le remaniement des articles 404, 431, 446, 481, 503-1 dudit Code qui sont beaucoup plus protecteurs aux femmes qui ont subi des violences. On prendra à titre d'exemple, l'article 404 du Code pénal qui comporte désormais une protection contre *-les coups et blessures-* à l'égard de la femme en raison de son sexe ou lorsqu'elle est enceinte ou en situation de handicap ou connue pour ses capacités mentales faibles.

En outre, **de nouvelles infractions**, méconnues auparavant par la législation pénale marocaine sont apparus avec la nouvelle loi n°103-13.

-On parle actuellement de ***l'interdiction du mariage forcé*** (article 503-2-1), acte passible de peines allant de six mois à un an de prison, et d'amendes comprises entre 10 000 et 30 000 dirhams.

-On parle également de la peine infligée à l'un des conjoints qui ***dissipe ou cède ses biens de mauvaise foi, avec l'intention de nuire à l'autre conjoint ou aux enfants ou de contourner***

---

<sup>2</sup> -Déclaration publique de Amnesty international à propos du projet de loi contre la violence à l'égard des femmes intitulée : Maroc, le projet de loi contre la violence à l'égard des femmes. Publiée le 20 mai 2016. Voir : [www.amnesty.org](http://www.amnesty.org), consulté le 13/06/2022.

*les dispositions du Code de la famille* concernant la pension alimentaire, le logement, les droits dus résultant de la rupture de la relation conjugale ou la répartition des biens. La poursuite ne peut être engagée que sur plainte du conjoint lésé.

-On fait allusion aussi à l'article 503-1 du Code pénal qui est désormais encadré par l'article 503-1-1 de la nouvelle loi qui redéfinit **le harcèlement sexuel** comme étant un abus d'autorité dans l'objectif de « [harceler] autrui en usant d'ordres, de menaces, de contraintes ou de tout autre moyen, dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle ».<sup>3</sup>

Toujours dans le cadre de l'harcèlement sexuel, l'article 88-1 de la nouvelle loi n° 103-13 prévoit une nouveauté qui renforce la protection des femmes ou des mineurs harcelées et qui s'explique par le fait qu'en cas de condamnation pour harcèlement, agression, exploitation sexuelle, maltraitance ou violences, la juridiction peut décider d'interdire au condamné de contacter la victime ou de s'approcher du lieu où elle se trouve ou de communiquer avec elle par tous moyens, pour une période ne dépassant pas cinq ans à compter de la date d'expiration de la peine à laquelle il a été condamné ou de la date du prononcé de la décision judiciaire lorsque la peine privative de liberté a été prononcée avec sursis ou s'il a été condamné seulement à une amende ou à une peine alternative.

Après avoir déterminé l'étendue de l'application de la loi n°103-13, il y a lieu d'examiner les spécificités procédurales et les difficultés de preuve soulignées par cette loi pour terminer enfin par les manifestations de la protection de la femme violentée à travers la loi n°103 -13.

## **II.LES SPÉCIFICITÉS PROCÉDURALES ET LES DIFFICULTÉS DE PREUVE SOULIGNÉES PAR LA LOI N°103-13**

Pour recevoir application, tout texte spécial en droit pénal, doit passer par la procédure pénale. Les règles de cette dernière peuvent se révéler parfois incompatibles aux spécificités

---

<sup>3</sup> - L'article 503-1-1 de la loi n° 103-13 du Code pénal : « *Est coupable de harcèlement sexuel et est puni d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 2.000 à 10.000 dirhams ou de l'une de ces peines, quiconque persiste à harceler une autre personne dans les situations suivantes : 1 – dans les espaces publics ou autres, au moyen d'actes, de paroles ou de signes d'une nature sexuelle, ou à des fins sexuelles ; 2 – par le biais de messages écrits ou électroniques, d'enregistrements ou de photographies à caractère sexuel ou à des fins sexuelles. La sanction est plus lourde si l'auteur est un collègue de travail ou un individu chargé de maintenir la sécurité et l'ordre dans les espaces publics ou autres* ».

des faits incriminés, d'où la nécessité de faire appel à quelques règles procédurales spéciales. Et c'est dans cette logique où s'est investie la loi n° 103-13.

D'ailleurs, l'article 6 de la loi n°103-13 modifiant l'article 302 du Code de procédure pénale prévoit que ***les audiences peuvent se tenir à huis clos*** à la demande de la victime lorsqu'il s'agit d'une affaire de violence ou d'agression sexuelle contre une femme ou un mineur. Cette mesure importante permet de préserver le caractère secret des débats.

En outre, l'action civile accessoire ne peut être initiée par ***les associations intéressées*** pour les affaires de lutte contre les violences faites aux femmes conformément à leurs statuts, dans le cadre de l'article 7 du Code de procédure pénale, *qu'après autorisation écrite de la victime*.

De même, l'article 82-5-2 du Code de procédure pénale prévoit de nouvelles mesures de protection de la victime comme le fait de ***placer la victime dans des centres d'hospitalisations aux fins du traitement et d'ordonner de placer la femme battue qui a besoin et qui le désire dans les établissements d'accueil ou des établissements de protection sociale***.

La preuve des infractions de violences faites aux femmes pose de véritables problèmes, dans la mesure où ces infractions sont généralement commises dans un cadre privé ou familial, donc enfermée, d'où des difficultés majeures de preuve.

Sauf que le principe général de preuve prévu par l'article 286 du Code de Procédure Pénale précise que les infractions peuvent être prouvées par tout moyen de preuve sauf si la loi prévoit autrement. Ce principe général demeure une véritable garantie pour les victimes des violences faites aux femmes, car elles peuvent prouver l'infraction par n'importe quel moyen de preuve disponible. La nouvelle loi dans son article 447-1 vient renforcer cette garantie en prévoyant une peine assez sévère dont laquelle « ***Est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 2.000 à 20.000 dirhams, quiconque qui procède, sciemment et par tout moyen, y compris les systèmes informatiques, à l'interception, à l'enregistrement, à la diffusion ou à la distribution de paroles ou d'informations émises dans un cadre privé ou confidentiel, sans le consentement de leurs auteurs. Est passible de la même peine, quiconque procède, sciemment et par tout moyen, à la capture, à l'enregistrement, à la diffusion ou à la distribution de la photographie d'une personne se trouvant dans un lieu privé, sans son consentement*** ». D'où l'élimination d'un potentiel moyen de preuve des infractions de violence contre les femmes.

Pour terminer je passerai au dernier point qui évoque les manifestations de la protection de la femme violentée à travers la loi n°103 -13.

### **III.LES MANIFESTATIONS DE LA PROTECTION DE LA FEMME VIOLENTÉE A TRAVERS LA LOI N° 103-13**

Le législateur marocain a renforcé la protection de la femme violentée à travers la promulgation de la loi 103-13. Qu'en est-il des manifestations de cette protection ?

En fait, le législateur marocain a mis le point sur la protection de la victime à travers plusieurs mécanismes.

- En effet, il a institué des commissions et des cellules multipartites, et ce au sein des tribunaux de première instance et des Cours d'appel, ainsi qu'au sein des services **centraux et déconcentrés** des départements chargés de la justice, de la santé, de la jeunesse et de la femme, de même que de la Direction générale de la sûreté nationale et du Haut commandement de la Gendarmerie royale.

Pour ce qui est des cellules, ces derniers assument les missions d'accueil, d'écoute, de soutien, d'orientation et d'accompagnement au profit des femmes victimes de violences.

Pour ce qui est des commissions, il y en a trois, nationale, régionales et locales :

*La commission nationale* est chargée d'assurer la communication et la coordination, au niveau national, entre les interventions des départements gouvernementaux et des administrations centrales concernés par les violences faites aux femmes ;

*Les commissions régionales* ont été créées pour la prise en charge des femmes victimes de violences au niveau du ressort de chaque Cour d'appel.

Ces commissions régionales sont chargées des missions suivantes :

- Élaborer des plans d'action régionaux dans le cadre des compétences qui leur sont confiées;
- Assurer la communication et la coordination entre le pouvoir judiciaire et les autres départements et administrations concernés par les affaires de prise en charge des femmes victimes de violence au niveau régional. La présente loi nous parle aussi des commissions locales pour la prise en charge des femmes victimes de violences dans le ressort de chaque tribunal de première instance.

Les commissions locales à leur tour sont chargées pour la prise en charge des femmes victimes de violences des missions suivantes :

- élaborer des plans d'action locaux dans le cadre des attributions qui leur sont confiées ;
- d'assurer la communication et la coordination entre le pouvoir judiciaire et les autres départements et administrations concernés par les questions des femmes victimes de violences et les associations œuvrant dans ce domaine.

Les commissions locales adressent leurs rapports périodiques sur le fonctionnement et le bilan de leur action aux commissions régionales, et se réunissent quatre fois au moins par an et chaque fois qu'il est nécessaire, sur convocation de leurs présidents.

Tout cela démontre que le législateur s'est inspiré de la théorie de la victimologie, qui vise à promouvoir le traitement précoce et spécifique des victimes. Toutefois, des critiques demeurent valables.

En dehors des commissions et des cellules dont on vient de mentionner, **des mécanismes de prévention** des violences faites aux femmes sont prévues par la nouvelle loi et encadrés par l'article 17. Cet article prévoit que les autorités publiques doivent prendre toutes les mesures de prévention pour lutter contre les violences faites aux femmes, et ce par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes visant la sensibilisation aux risques des violences faites aux femmes et l'amélioration de l'image de la femme dans la société et œuvrent à la prise de conscience de ses droits.

Il est certain que les autorités publiques peuvent faire de tels programmes, mais la difficulté réside dans l'application de ces programmes, ce qui fait appel au rôle de la société civile. D'où un besoin énorme de financement et de suivi. La société civile doit multiplier ses efforts afin de sensibiliser les gens de la place importante qu'occupe la femme dans la société et de la protection juridique qu'elle doit en bénéficier pour éviter toute sorte de discrimination.

## CONCLUSION

Après tout ce détour, il nous reste à dire qu'il est important de stopper cette hémorragie de violence. Une violence qui ne fait que freiner le développement de la femme sur tous les plans.

Ainsi, pour bannir la violence, il va falloir trouver des solutions telles :

- Retravailler les mentalités en insistant sur le fait que la relation entre les deux sexes doit se fonder sur le respect mutuel, l'équité, et le partage des responsabilités.

- S'intéresser au développement de la femme dans son éducation, sa santé, son indépendance économique à travers une stratégie d'intégration.

- Prise en charge par l'État des victimes de la violence en leur accordant la gratuité des traitements et du suivi sanitaire et juridique.

J'ajouterai également que l'adoption de la loi n°103-13 est salubre, dans la mesure où elle constitue l'un des importants textes renforçant l'arsenal juridique national concernant la protection des femmes victimes de violence. Cependant, La présente loi contient un certain nombre d'insuffisances, notamment la poursuite judiciaire qui reste tributaire de la plainte formulée par la victime et les violences sexuelles perpétrées dans un contexte conjugal sont loin d'être clairement criminalisées.

La loi ne contient cependant pas certaines dispositions importantes concernant l'accès aux soins médicaux en particulier pour les victimes de viol et d'autres formes de violences sexuelles afin d'atténuer les conséquences physiques et psychologiques qu'ils ont subi tel le fait de bénéficier d'un accès libre et immédiat à des soins médicaux cela recouvre notamment la possibilité d'obtenir une contraception d'urgence, de bénéficier de tests de détection des infections sexuellement transmissibles et de recevoir des soins adaptés le cas échéant, de se soumettre à un examen médico-légal effectué conformément au Protocole d'Istanbul.

Il nous paraît donc essentiel de promouvoir la réaction des institutions, y compris la police, le système judiciaire, le personnel de la santé et les services sociaux aux plaintes formulées par les femmes victimes de violences.

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **Ouvrages**

- BEN SEDRINE Leila., « *L'insuffisance au Maroc de la protection juridique des femmes contre la violence* ». Al Manara. Revue Scientifiques Trimestrielle Spécialisée dans les Etudes Juridiques et Administratives. Numéro spécial - Mars 2019, p.1.
- BISILLIAT Jeanne., « *Regard des femmes sur la globalisation. Approches critiques* ». Edition Karthala 2003, p.36.
- EL KHAMLIHI Zahra : « Les affaires de femmes dans les tribunaux de Tétouan ». Imprimerie El Khalig El Arabi, 2013, p.13.
- EL MAZIDI AHMED FARID., « *Les droits des femmes en islam، حقوق المرأة في الإسلام* ». Maison des livres scientifiques, Beirout, Liban. Ouvrage en arabe, 1<sup>ère</sup> édition 2005, p.21.
- ESBAII Mohamed : « *La femme entre la chariaa et le droit المرأة بين الفقه و القانون* », Dar el warrak, Dar Essalam pour la publication et la distribution. Ouvrage en arabe, 2<sup>ème</sup> édition 2003, p.25.
- NAJI EL MEKKAOUI Raja., « *La Moudawanah (Code marocain de la famille). Le référentiel et le conventionnel en harmonie* ». Tome 1. Le mariage et la filiation. Edition et impression Bouregreg. 4<sup>ème</sup> édition révisée 2010, p.10.

### **Webographie**

- KRUG Etienne G, DAHLBERG.Linda L., MERCY James A., ZWI Anthony et LOZANO-ASCENCIO Rafael., « *Rapport mondial sur la violence et la santé* », Organisation mondiale de la Santé Genève, Chapitre 1-rapport 5, année 2002.  
[http://www.who.int/violence\\_injury\\_prevention/violence/world\\_report/en/full\\_fr.pdf](http://www.who.int/violence_injury_prevention/violence/world_report/en/full_fr.pdf),  
consulté le 8/06/2022.

### **Textes réglementaires**

- Dahir n° 1-59-413 du 26 novembre 1962 portant approbation du texte du code pénal. Bulletin Officiel n° 2640 bis du 5 juin 1963.

- Dahir n°1-11-91 du 27 chaabane 1432 (29 juillet 2011) portant promulgation du texte de la Constitution marocaine.
- Déclaration sur l'élimination de la violence contre les femmes. Résolution 48/104 de l'Assemblée générale de l'ONU - 23 février 1994.
- Dahir n° 1-04-22 du 3 février 2004 portant promulgation de la loi n°70-03 portant Code de la famille. Bulletin Officiel n° 5358 6 octobre 2005.
- Dahir n° 1-04-22 du 3 février 2004 portant promulgation de la loi n°70-03 portant Code de la famille. Bulletin Officiel n° 5358 6 octobre 2005.
- Dahir n°1-18-19 du 22 février 2018 portant promulgation de la loi n° 103-13 relative à la lutte contre les violences faites aux femmes.